

Cet observatoire de la droitophobie malheureusement indispensable : mais d'où vient cette culture de la gauche française du refus de débat démocratique ?



Le Nouvel Obs avait dressé une liste noire des personnalités de droites qualifiées de « néofachos ».

Valeurs actuelles a lancé sur son site ce vendredi un Observatoire de la droitophobie. L'objectif de cet observatoire est démontrer, par les faits, que "la gauche dénonciatrice des pseudo-dogmatismes, haines ou sectarismes de la droite se conduit elle-même en procureur dogmatique, haineux et sectaire."



Avec [Guillaume Bernard](#)

Guillaume Bernard est maître de conférences (HDR) à l'ICES (Institut Catholique d'Etudes Supérieures). Il a enseigné ou enseigne dans les établissements suivants : Institut Catholique de Paris, Sciences Po Paris, l'IPC, la FACO... Il a rédigé ou codirigé un certain nombre d'ouvrages dont : *Les forces politiques françaises* (PUF, 2007), *Les forces syndicales françaises* (PUF, 2010), le *Dictionnaire de la politique et de l'administration* (PUF, 2011) ou encore une *Introduction à l'histoire du droit et des institutions* (Studyrama, 2^e éd., 2011).

[Voir la bio en entier](#)

[***A lire sur le site de Valeurs actuelles : l'Observatoire de la droitophobie***](#)

Atlantico : [Valeurs actuelles a lancé sur son site](#), ce vendredi, un Observatoire de la droitophobie. Que faut-il penser de cette initiative ? La « droitophobie » est-elle un phénomène réel en France ? En quoi ?

Guillaume Bernard : Les choses sont en train, lentement, de changer, un certain nombre d'intellectuels ou de politiques s'assumant de nouveau de droite. Cependant, il est peu niable qu'il n'y ait encore, en France, une « droitophobie » qui a commencé à apparaître à la fin du XIXe siècle, s'est amplifiée dans l'entre-deux guerres mondiales et a joué à plein à partir de la guerre froide. Elle est le fruit, d'un côté, de l'offensive intellectuelle de la gauche et, de l'autre, de l'abandon du terrain culturel par la droite pendant des décennies, toute une grande partie d'entre-elle se cantonnant à des arguments, en attaque ou en défense, sur le terrain de la gestion et de la comptabilité : elle accusait la gauche d'être financièrement irresponsable tandis qu'elle s'affirmait économiquement compétente. La droite a donc longtemps laissé, même si elle s'en défendait, non seulement le « monopole du cœur » mais aussi celui du cerveau à la gauche : les idées nouvelles et généreuses étaient à gauche, les vieilles lunes poussiéreuses étaient de droite. La droite s'est laissée intellectuellement écraser par la gauche (ce qu'Albert Thibaudet a pu qualifier de « mouvement sinistroyre »). D'ailleurs, sous la Ve République, à part quelques personnalités, les hommes politiques de droite ne se sont pas, jusqu'à très récemment, reconnus comme tels. Une expression, bâtie par le philosophe américain Léo Strauss, permet de comprendre le ressort profond de la « droitophobie » : la *reductio ad hitlerum*. Autrement dit, toute une partie de la gauche ne cherche pas à répondre rationnellement aux idées, aux arguments et aux raisonnements de la droite, mais entend les disqualifier, émotionnellement, en les associant voire en les assimilant à ce qui est instinctivement honni. Faut-il rappeler que Charles De Gaulle a pu, contre toute vraisemblance, être qualifié de fasciste ? Désormais il semble que l'injure suprême soit celle de « populiste » !

L'objectif de cet observatoire est de démontrer, par les faits, que cette gauche dénonciatrice des pseudo-“dogmatismes”, “haines” ou “sectarismes” de la droite se conduit elle-même en procureur dogmatique, haineux et sectaire. Partagez-vous ce diagnostic ? La gauche est-elle devenue une machine à exclure ?

Toute une gauche intellectuelle a toujours eu un sentiment de supériorité parce qu'elle est supposée incarner le progrès, être dans le sens de l'histoire (et de la science). Ses adversaires étant, de toute façon, inéluctablement condamnés par l'évolution du monde, leurs idées étant malséantes voire nauséabondes, il est légitime d'utiliser contre eux des moyens radicaux pour les mettre hors jeu. Nous sommes, là, en présence d'une manifestation de terrorisme intellectuel dont le « politiquement correct » est la forme édulcorée. Le terrorisme intellectuel est l'une des stratégies visant la manipulation de l'opinion publique (elles ont été mises au jour notamment par le linguiste nord-américain Noam Chomsky). Ses méthodes peuvent être résumées ainsi : l'intimidation de l'adversaire par l'invocation de tabous « moraux » (c'est la police de la pensée), puis sa disqualification par le recours à des arguments d'autorité (la position combattue étant présentée comme simpliste, dépourvue de fondement ou inapplicable) entraînant son isolement par une présentation manichéenne des enjeux (contraignant les « neutres » à se coaliser contre lui sous peine de lui être assimilé) et, enfin, si nécessaire, sa diabolisation (technique de l'amalgame).

Deux raisons expliquent son efficacité. La première est psychologique : l'appel aux passions et aux bons sentiments court-circuite l'analyse rationnelle alors qu'un discours nuancé et complexe est plus difficilement compréhensible. La seconde est matérielle : l'investissement dans les lieux stratégiques du corps social (éducation, médias) facilite la diffusion et l'implantation du discours, car l'exercice des responsabilités politiques passe par la prise préalable du pouvoir culturel (selon la célèbre analyse d'Antonio Gramsci).

Le Nouvel Obs avait dressé une liste noire des personnalités de droites qualifiées de « néofachos » et comprenant notamment Eric Zemmour ou Elisabeth Lévy. Quel rôle la presse joue-t-elle dans cette vision

manichéenne du monde. Utilise-t-elle les méthodes qu'elle reproche à ses adversaires ?

Agonir d'opprobre certains ou décerner des satisfécits à d'autres relève plus du militantisme politique que du travail d'information. Vu de l'extérieur, il est assez fascinant de constater une quasi-unanimité parmi les journalistes sinon sur la position défendue sur certains sujets du moins dans la manière de les aborder. D'aucuns pourraient y voir un complot. L'explication est, très vraisemblablement, beaucoup plus simple : le mimétisme (dévoilé par Gabriel Tarde). Chacun cherche, naturellement, à réussir ou maintenir son intégration dans le corps social (en règle générale, la société dans son ensemble mais aussi, parfois, une communauté choisie). Afin de ne pas en être rejeté, l'individu épouse les valeurs majoritaires du groupe en question. Les idées qu'il défend sont moins les siennes que celles auxquelles il adhère par imitation du comportement dominant. Il n'y a pas de raison que ce qui est vrai pour le commun des mortels ne le soit pas aussi pour les journalistes.

Faut-il en conclure que l'opinion publique est manipulée par une profession idéologiquement homogène ? Il s'agit d'une des questions les plus délicates de la sociologie politique. Il est certain que l'individu est influençable. Tout un chacun a souvent besoin (parce que personne n'est omniscient) d'être aidé pour formuler un avis sur certains sujets. En raison de son manque de temps et de références pour étudier une question, il recherche une synthèse. Or, les journalistes (avec les hommes politiques et les sondeurs) sont un relais privilégié des « abrégés de la décision » (énoncés courts et simples résumant une problématique et une position). Aussi, la personne est-telle tentée, par facilité, d'endosser ces formulations (le « prêt-à-penser ») et de les prendre pour le résultat de sa propre réflexion. En outre, ses groupes de référence (famille, amis, travail) filtrent l'information qu'elle reçoit et, par souci de tranquillité d'esprit, elle ne s'expose généralement qu'aux médias qui la confortent dans son opinion préétablie.

Les journalistes ont donc la capacité de participer à faire progresser ou à bloquer le développement de certaines idées. Ils contribuent à former l'opinion publique en sélectionnant et hiérarchisant les sujets : ils focalisent l'attention sur certains événements ou idées et détournent d'autres. Sauf à faire ouvertement de la propagande, les médias ne disent pas directement et ouvertement ce qu'il faut penser, mais ils orientent vers ce à quoi il est intelligent, moral et légitime de s'intéresser. Tabler sur la sincérité et la compétence des journalistes ne les exonère donc pas de leur immense responsabilité. Sont-ils dans leur rôle et font-ils preuve d'une indépendance d'esprit quand ils se font les propagateurs du « politiquement correct » ou du « historiquement dans le vent » ?

Cette « droitophobie » a-t-elle des origines historiques ? L'héritage révolutionnaire français joue-t-il un rôle dans l'exacerbation du clivage droite/gauche ? Qu'en est-t-il dans les autres pays européens ?

Le complexe d'infériorité de la droite n'est pas exclusif à la France mais il y est particulièrement développé. Ailleurs, c'est, notamment, le système bipartisan qui a freiné la « gauchisation » de la droite, puisque les différentes tendances de celles-ci devaient cohabiter dans la même organisation.

Pour ce qui concerne la France, l'abandon des idées de droite par les politiques de ce camp s'explique par le « mouvement sinistrogyre » qui a duré pendant deux siècles : les nouveaux courants politiques sont apparus par la gauche de l'échiquier politique et ont repoussé sur la droite les idées et organisations nées antérieurement. C'est ainsi que, à l'exception de la droite réactionnaire, le reste de la droite, sur l'échiquier politique, est, en fait, issu de la gauche ou a été intellectuellement colonisée par elle. Toutefois, depuis l'effondrement du système soviétique, le mouvement s'est inversé, donnant naissance à ce que j'ai appelé le « dextrogisme ». Les idées des droites qui étaient, jusqu'alors, comme comprimées sous la pression des idées venues de la gauche, se redéployent à nouveau et repoussent, à gauche, les idées venues de cette dernière. Le landerneau électoral en est, naturellement, bouleversé.

Le « mouvement dextrogyre » révèle au grand jour que les plus profonds clivages (idéologiques) ne passent pas entre la droite et la gauche (entendues du point de vue du système partisan) mais en leur sein, la ligne de fracture interne à la droite (électorale) se déplaçant vers la gauche au fur et à mesure que la droite (idéologique) progresse à nouveau. Ce mouvement dextrogyre est également illustré par la recomposition des classes sociales qui ne s'appuient plus sur le critère de la richesse matérielle mais sur celui de l'enracinement culturel et de l'attachement à la puissance nationale.

Propos recueillis par [Alexandre Devecchio](#)

[A lire sur le site de Valeurs actuelles : l'Observatoire de la droitophobie](#)